

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)  
OUAGADOUGOU  
PROGRAMME D'APPUI AU MONDE ASSOCIATIF ( PAMAC)**

---

**PROJET APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC PHASE 2 2007-2010  
N°AWARD 000 48779  
N°PROJET 000 59049**

**RAPPORT D'AUDIT DES COMPTES DU PROJET  
N°00059049  
APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC PHASE 2  
PERIODE DU 01 JANVIER 2012 AU 31 DECEMBRE 2012**

*Définitif*

Avril 2013



**Cabinet FIDUCIAL EXPERTISE AK  
01 BP 4134 Ouagadougou 01  
Tél : 50 30 85 07 Fax :50 31 78 94  
E-mail :fiducialak@fasonet.bf**

## **TABLE DES MATIERES**

I	LETTRE DE CERTIFICATION	7
II	LETTRE AUX ADMINISTRATEURS	14
III	ANNEXES	31

Ouagadougou le 22 Avril 2013

**A**

Monsieur le Représentant  
Résident du PNUD

**Monsieur le représentant résident,**

Conformément à la mission d'audit des états financiers du projet N°AWARD 00048779, N°Projet 00059049 « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2 pour la période allant du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2012, nous avons le plaisir de vous présenter notre rapport définitif.

Conformément aux termes de référence, les objectifs et les tâches de notre mission d'audit se présentent comme suit :

### **I. Objectifs et normes de l'audit**

- a) L'audit financier des projets réalisé par les partenaires d'exécution a pour objectif d'exprimer une opinion sur les états financiers qui comprend :
  - L'expression d'une opinion pour savoir si l'état des dépenses présente correctement les dépenses engagées par le projet durant une période donnée spécifiée conformément aux règles comptables du PNUD et si les dépenses engagées étaient : (i) conformes aux budgets du projet approuvés ; (ii) affectés aux buts approuvés du projet ; (iii) conformes à la réglementation et aux règles, aux politiques et aux procédures pertinentes du gouvernement ou du PNUD, et (iv) attestées par des reçus correctement approuvés ou autres pièces justificatives. Le rapport combiné des dépenses (CDR) est l'état des dépenses obligatoire et officiel qui doit être certifié. Tout autre forme d'état de dépenses qu'un bureau de projet pourrait éventuellement préparer ne sera pas accepté.

- L'indication du fait que le résultat des audits de l'année précédente ayant donné lieu à un audit assorti de réserves sur le CDR du PNUD a ou non conduit à des mesures concluantes pour remédier correctement à ces réserves d'audit de l'année précédente et à l'impact financier net du PNUD (NFI) qui y est associé. En l'absence de mesures concluantes, les auditeurs doivent tenir compte de l'effet possible du fait que l'opinion d'audit assortie de réserves d'une année précédente n'a pas donné lieu à une correction ou n'a pas été adéquatement résolue.
- L'expression d'une opinion sur la valeur et l'existence de l'état des actifs et de l'équipement du projet à une date donnée. Cet état doit porter sur l'ensemble des actifs et de l'équipement disponibles au 31 Décembre 2012 et non seulement sur ceux qui ont été achetés au cours d'une période donnée. Si un projet d'ONG/NIM ne possède ni actifs ni équipement, il ne sera pas nécessaire d'exprimer cette opinion ; toutefois cela doit être divulgué dans le rapport d'audit ;
- L'expression d'une opinion sur la valeur des espèces que le projet détient à une date donnée, à savoir le 31 Décembre 2012. Quand le compte bancaire du projet est ouvert et utilisé exclusivement pour les transactions en espèces d'un projet ONG/NIM par exemple, si le projet est situé dans un site éloigné, la société d'audit est tenue d'exprimer une opinion sur l'état de trésorerie quand un compte bancaire pour le projet ONG/NIM a été ouvert et/ou que le projet détient une caisse de dépenses courantes. Si le projet n'est pas détenteur d'espèces, le rapport d'audit doit divulguer ce point.

b) L'audit financier sera conduit conformément aux Normes Internationales d'Audit (ISA). Un audit destiné à évaluer et exprimer une opinion sur les contrôles et systèmes internes du projet.

La lettre aux administrateurs doit être joint au rapport d'audit et traiter des sujets ou problèmes suivants :

- Un examen général de l'état d'avancement du projet et du respect des échéances prévues par rapport aux étapes majeures de son déroulement et à la date fixée d'achèvement, qu'il faut indiquer l'un comme l'autre dans le descriptif du projet ou le plan de travail annuel (AWP). L'intention n'est pas ici de juger si les engagements spécifiques concernant des critères de performance ou produits

déterminés ont été respectés. Toutefois, le respect général d'engagements de large portée, comme celui d'exécuter le projet avec économie et efficacité, peut faire l'objet d'observations, mais ces dernières n'ont pas de force légale d'une opinion d'audit.

- Une évaluation du système de contrôle interne du projet, mettant l'accent de la même manière sur : (i) l'efficacité du système pour fournir à l'administrateur du projet des informations utiles et en temps voulu pour administrer correctement le projet, et (ii) l'efficacité générale du système de contrôle interne s'agissant de protéger les actifs et ressources du projet.
- Une description de toute faiblesse spécifique de contrôle interne relevée dans la gestion financière du projet et les procédures d'audit suivies pour corriger ou compenser ces faiblesses. Des recommandations visant à résoudre/éliminer les faiblesses du contrôle interne notées doivent également y figurer.

## **II Tâches de l'auditeur**

Conformément aux normes en matière d'audit, les tâches spécifiques demandées aux auditeurs se définissent comme ci-après :

- Evaluation et appréciation des procédures et du système de contrôle interne ;
- Examen général de l'état d'avancement du projet
- Appréciation des livres et documents comptables ;
- Appréciation des rapports financiers et d'activité au regard des procédures régissant la gestion avec la gestion des effectifs impliqués dans sa mise en œuvre ;
- Pointage des opérations effectuées au cours de la période de référence ;
- Vérification de la trésorerie disponible à la clôture de période sous revue ;
- Contrôle de l'inventaire des biens durables par identification desdits biens ;
- Elaboration de la situation d'exécution budgétaire du projet à la clôture de la période sous revue.

### **III Rapports présentés**

Conformément aux termes de références, les conclusions de nos travaux ont donné lieu à la présentation d'un rapport d'audit et de la lettre aux administrateurs.

Nous restons à votre disposition pour discuter toute question relative au contenu du présent rapport.

Veillez agréer, Monsieur le Représentant résident, l'expression de notre parfaite considération.

**Le Gérant**

**Adama KY**

Expert Comptable diplômé d'Etat  
Commissaire aux comptes de Sociétés  
Inscrit au tableau de l'ordre

## I LETTRE DE CERTIFICATION

**OPINION SUR L'ETAT DES DEPENSES CDR DU PNUD AU 31/12/2012**

*Monsieur le Coordonnateur du Programme D'Appui au Monde Associatif et Communautaire (PAMAC)*

*Monsieur le Représentant Résident du PNUD*

Nous avons procédé à l'audit de l'État des dépenses (« le CDR ») ci-joint du projet N°AWARD 00048779, N°Projet 00059049 « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2» pour la période allant du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2012.

L'administrateur du projet a la responsabilité de préparer l'état afférent au projet « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2», et exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants de divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. Un audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des estimations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état.



Nous croyons que les données probantes que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion d'audit.

**Dans notre opinion, l'État de dépenses ci-joint présente correctement, à tous égards, la dépense de 1,650,844.71 USD engagée par le projet « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2» pour la période du 1 janvier 2012 au 31 décembre 2012, conformément aux règles comptables convenues et était i) conforme aux budgets du projet approuvés, ii) affectée aux buts approuvés du projet, iii) conforme à la réglementation et aux règles, aux politiques et aux procédures pertinentes du PNUD et iv) attestée par des reçus correctement approuvés ou autres documents d'appui.**

Ouagadougou le 23 Avril 2013

**Le Gérant**

ADAMA KY

Expert comptable diplômé d'Etat

Inscrit au tableau de l'ordre

<b>OPINION SUR L'ETAT DES ACTIFS AU 31/12/2012</b>
--

*Monsieur le Coordonnateur du Programme D'Appui au Monde Associatif et Communautaire (PAMAC)*

*Monsieur le Représentant Résident du PNUD*

Nous avons procédé à l'audit de l'Etat des actifs et de l'équipement ci-joint du projet N°AWARD 00048779, N°Projet 00059049 « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2» au 31 décembre 2012.

L'administrateur du projet a la responsabilité de préparer l'état afférent au projet « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2», et exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants de divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. Un audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des estimations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état.

Nous croyons que les données probantes que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion d'audit.

**Dans notre opinion, l'état des actifs ci -joint présente correctement, à tous égards, le solde d'inventaire du projet « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2» s'élevant à 5 ,620 USD au 31 décembre 2012 conformément aux règles comptables du PNUD.**

Ouagadougou le 22 Avril 2013

**Le Gérant**

ADAMA KY

Expert comptable diplômé d'Etat

Inscrit au tableau de l'ordre

**OPINION SUR DE L'ETAT DE LA SITUATION DE TRESORERIE AU 31/12/2012**

*Monsieur le Coordonnateur du Programme D'Appui au Monde Associatif et Communautaire (PAMAC)*

*Monsieur le Représentant Résident du PNUD*

Nous avons procédé à l'audit de l'Etat de la situation de trésorerie ci-joint du projet N°AWARD 00048779, N°Projet 00059049 « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2» au 31 décembre 2012.

L'administrateur du projet a la responsabilité de préparer l'état afférent au projet « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2», et exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants de divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. Un audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des estimations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état.

Nous croyons que les données probantes que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion d'audit.

**Dans notre opinion, l'état de la position de trésorerie présente correctement, à tous égards, le montant des espèces et le solde bancaire du projet du PNUD « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2» s'élevant à 59, 990.54 USD au 31 décembre 2012 conformément aux règles comptables du PNUD.**

Ouagadougou le 22 Avril 2013

**Le Gérant**

ADAMA KY

Expert comptable diplômé d'Etat

Inscrit au tableau de l'ordre

## II LETTRE AUX ADMINISTRATEURS

Ouagadougou, le 23 Avril 2013

**A**

Messieurs les administrateurs

Messieurs les administrateurs,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes du projet N°AWARD 00048779, N°Projet 00059049 « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2 » au 31 décembre 2012.

Nous avons examiné les états financiers des sous projet pour la période allant du 01/01/2012 au 31/12/2012. Nos travaux ont porté sur toutes les opérations réalisées par les différents sous-projets. Ils ont été conduits selon les normes d'audit international de l'IFAC (International Federation of Accountants); et ont inclus la vérification des livres et des registres comptables ainsi que les sondages et autres procédures que nous avons jugé utiles en la circonstance.

Les normes d'audit internationales exigent que l'audit soit planifié afin d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'erreurs significatives. Un audit comprend une évaluation du contrôle interne. Pour mieux planifier et exécuter les travaux d'audit des comptes projet N°AWARD 00048779, N°Projet 00059049 « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2 », nous avons évalué le dispositif de contrôle interne en vue de déterminer notre approche et exprimer une opinion sur les états financiers, et non de donner une garantie sur la fiabilité du contrôle interne.

En conséquence, notre appréciation de la structure du contrôle interne a été limitée aux aspects se rapportant à la comptabilité et à l'administration financière de cet appui. Les objectifs d'un dispositif de contrôle interne sont de fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, sur la protection du patrimoine contre des pertes et des utilisations non autorisées, sur la bonne exécution des directives et l'enregistrement exhaustif et correct des transactions, afin de permettre l'élaboration d'états financiers fiables et sincères conformément aux principes comptables généralement admis.

Nous avons noté certaines faiblesses occasionnées par des lacunes dans le dispositif de contrôle interne. Une faiblesse caractérisée est une condition dans laquelle la réalisation d'un contrôle spécifique interne ne réduit pas à une faible probabilité le risque d'erreurs ou d'irrégularités dans les comptes audités. Il est possible que cette faiblesse ne puisse pas être

mise en évidence à temps par les agents d'exécution au cours de la réalisation normale de leurs travaux.

Pour cette intervention nos travaux ont porté sur les points suivants :

- L'examen général de l'état d'avancement du projet ;
- L'évaluation du système de contrôle interne ;
- Le suivi de l'application des recommandations antérieures.

Tout en vous remerciant pour la confiance placée en notre cabinet, veuillez agréer, Monsieur les administrateurs, l'expression de notre parfaite considération.

**Le Gérant**

Adama KY

Expert Comptable diplômé d'Etat

Commissaire aux comptes de Sociétés

Inscrit au tableau de l'ordre



## I Etat d'avancement du projet

Dans le cadre des contrôles et des vérifications spécifiques, nous avons procédé à l'examen de l'état d'avancement du projet. Nos vérifications ont abouti aux constats suivants :

- L'examen des plans de travail annuels et trimestriels, des rapports financiers trimestriels n'a pas révélé d'anomalie. De même, l'évaluation de ces documents par rapport à leur opportunité et leur conformité au descriptif du projet et au manuel de programmation du PNUD ne révèle pas d'anomalie significative;
- L'exécution budgétaire du projet se présente comme ci-après :

<b>ligne budgétaire</b>	<b>Budget(I)</b>	<b>dépenses(II)</b>	<b>Ecart(I)-(II)</b>	<b>% d'ext° bud</b>
Prévention	192 099 962	147 329 021	44 770 941	76,69%
Conseil dépistage volontaire	151 599 448	136 213 762	15 385 686	89,85%
Prise en charge communautaire	166 193 617	174 797 323	-8 603 706	105,18%
Appui institutionnel	292 573 589	313 514 961	-20 941 372	107,16%
Améliorer la communication, le plaidoyer et la prise en compte du genre dans les interventions du PAMAC	24 126 335	25 067 044	-940 709	103,90%
<b>Total</b>	<b>826 592 951</b>	<b>796 922 111</b>	<b>29 670 840</b>	<b>96,41%</b>

L'évaluation du rythme d'avancement global des activités du PAMAC ressort que le projet APPUI DANOIS PHASE 2 a enregistré un rythme d'avancement appréciable. On note également un taux d'exécution financière appréciable.

L'exécution du projet au cours de l'exercice 2012 a relevé la difficulté majeure qui est le retard dans la réception des fonds.

## II Evaluation du système de contrôle interne

Pour mieux planifier et exécuter les travaux d'audit des comptes projet du projet N°AWARD 00048779, N°Projet 00059049 « APPUI DANOIS VIH/SIDA PAMAC Phase 2, nous avons évalué le dispositif de contrôle interne en vue de déterminer notre approche et exprimer une opinion sur les états financiers,

Conformément aux termes de référence, notre revue du contrôle interne a porté sur les domaines suivants :

## 2.1 Ressources humaines

### 2.1.1 Constats

La revue de la gestion du personnel a révélé les constats ci-après :

- Les salaires sont traités sur tableur Excel ;
- Les bulletins de paie sont établis pour chaque agent à la fin du mois ;
- Le personnel est déclaré à la caisse nationale de sécurité sociale ;
- Les retenues CNSS et IUTS opérées sur les salaires ;

L'analyse de la gestion des ressources humaine appelle l'observation suivante :

N° observation	Observation	Critère ou norme	causes	Risque	Niveau de risque	Recommandation
2.1.1	Le retenues IUTS et CNSS ne sont pas reversées dans les délais ;	Reversement retenues IUTS au plus tard le 15 du mois suivant ; Reversement retenues CNSS au plus tard à la fin du mois suivant	Insuffisance de ressources financières	Pénalités de retard	Faible	Reversement des retenues de cotisations sociales et IUTS dans les délais

## 2.2 Finances

Nous avons disposé du plan de travail annuel et des rapports financiers transmis au PNUD au cours de la période sous revue.

Au titre de l'exercice 2012, le projet a reçu du PNUD la somme de 706 031 339 FCFA soit 1,365,374.69 USD dont le détail se présente come suit :

### Appui DANOIS phase 2

Eléments	Montants
Avance reçue du 08/06/12	472 031 339
Avance reçue du 09/12/09	234 000 000
<b>Total</b>	<b>706 031 339</b>

Les dépenses exécutées s'élèvent au 31/12/2012 s'élèvent à USD 1,650,844.71 dont USD 1,542,845.25 réalisées par le projet.

Le rapprochement des dépenses portées dans le CDR au dépenses portées sur le statement of cash position ne révèle pas d'anomalie.

Le détail des dépenses se présente dans le tableau suivant :

Prévention

<b>Compte</b>	<b>ACTIVITES</b>	<b>Montant USD</b>
71405	Service Contracts-Individuels	274414,82
72342	Contraceptives-Condoms	5754,96
75105	Facilities & Admin - Implement	19611,88
	<b>TOTAL</b>	<b>299781,66</b>

Conseil Dépistage Volontaire

<b>Compte</b>	<b>ACTIVITES</b>	<b>Montant USD</b>
71405	Service Contracts-Individuels	201,730.38
72330	Medical Products	62,922.67
75105	Facilities & Admin - Implement	18,525.69
	<b>TOTAL</b>	<b>283178,74</b>

Prise en charge communautaire

<b>compte</b>	<b>ACTIVITE</b>	<b>Montant USD</b>
71405	Service Contracts-Individuels	273,834.12
72315	Food & Textile Products	21,194.98
72610	Micro Capital Grants-Credit	38,003.87
73410	Maint, Oper of Transport Equip	5,855.69
75105	Facilities & Admin - Implement	23,722.2
	<b>TOTAL</b>	<b>362,610.86</b>

Appui institutionnel

<b>compte</b>	<b>ACTIVITE</b>	<b>Montant USD</b>
71405	Service Contracts-Individuals	423,522.6
71605	Travel Tickets-International	28,566.5
71615	Daily Subsistence Allow-Intl	34,640.33
71620	Daily Subsistence Allow-Local	58,474.06
72105	Svc Co-Construction & Engineer	8,787.11
72330	Medical Products	7,783.63
72420	Land Telephone Charges	11,432.76
72440	Connectivity Charges	35,613.12
72330	Stationery & other Office Supp	599.41
73410	Maint, Oper of Transport Equip	358.57
75105	Facilities & Admin - Implement	42,684.47
	<b>MONTANT</b>	<b>652,462.56</b>

Améliorer la communication, le plaidoyer et la prise en compte du genre dans les interventions du PAMAC

<b>compte</b>	<b>ACTIVITE</b>	<b>Montant USD</b>
71405	Service Contracts-Individuals	48,139.65
74505	Insurance	732.02
74510	Bank charges	484.3
75105	Facilities & Admin - Implement	3,454.92
	<b>TOTAL</b>	<b>52,810.89</b>

**2.3 Gestion des achats**

La gestion des achats du projet est assurée par le service comptable et la direction des opérations. Les appels d'offres sont gérés par le SPCNLS. Le projet applique les procédures nationale de passation des marchés et celles prévues dans le manuel des procédures.

## 2.4 Gestion des actifs

Le programme applique les dispositions du manuel des procédures des projets NEX. Le registre des équipements est mis en place. Les bordereaux de livraison signés ont été fournis à la réception des équipements acquis au cours de l'exercice.

Au 31/12/2012 la situation des biens acquis s'élèvent à USD 5 ,620 .

## 2.5 Gestion de la trésorerie

Au cours de la période sous revue, un compte bancaire a été spécialement réservé à l'exécution du projet dont les références se présentent comme suit :

Projet	N° Compte bancaire
Appui Danois phase 2	BIB : compte N° 421030011072-62

Les procédures de gestion de la trésorerie mises en place se résument comme suit :

- Le comptes bancaire fonctionne sous la co- signature du Coordonnateur et le Directeur des opérations ;
- Les états de rapprochement bancaire sont mensuellement établis ;
- Les contrôles de caisse sont effectués régulièrement.

Les fonds disponibles au 31/12/2012 s'élèvent à **29 670 840 F CFA** soit **USD 59 ,990.54** et correspond au solde rapproché du compte spécial.

## 2.6 Administration générale

La revue de l'administration générale du projet a révélé les constats suivants :

- Les déplacements et voyages sont soutenues par des états de paiement et des ordres de mission signés par les personnes habilitées ;
- Les véhicules disposent d'un carnet de bord et le ravitaillement en carburant sont effectué par des TOMCARD ;
- Deux agents de liaison s'occupent de la transmission des courriers accompagnés de bordereaux d'envoi ;
- Le projet est situé dans un immeuble où un contrat de bail a été signé avec le propriétaire ;

- La sécurité des locaux est assurée par une entreprise de gardiennage qui a mis à la disposition du PAMAC trois vigiles ;

## **2.7 Emplacement et sources d'information disponible et droit d'accès**

la revue de l'archivage de la documentation du PAMAC a révélé les constats suivant :

- La documentation comptable est disponible en support physique et numérique ;
- La sauvegarde des données du PAMAC est effectué régulièrement et conservé dans un coffre-fort ;
- Les rapports de formations sont disponibles et les bases de données sont renseignées au service suivi-évaluation.

### III AUTRES VERIFICATIONS

### **III AUTRES VERIFICATIONS**

#### **3.1 Avances NEX non régularisées**

Les avances NEX non régularisées au 31/12/2012 s'élèvent à USD 59,990.54 qui correspondent à la trésorerie au 31/12/2012.

L'analyse des avances NEX non régularisées au 31/12/2012 n'appelle pas d'observation.

#### **3.2 Paiements anticipés**

Nos travaux n'ont pas révélé d'engagements au 31/12/2012.

#### **3.3 Engagements**

Nos travaux n'ont pas révélé d'engagements au 31/12/2012





Absence de registre des immobilisations et de prise d'inventaire au niveau des associations du PAMAC.	La mise en place des registres d'immobilisation et la prise d'inventaire au moins une fois par an par les associations du PAMAC	Gestion des actifs	Perte des immobilisations	Faible	Une ligne budgétaire sera inscrite en 2013 pour permettre aux associations de prendre en compte les registres des immobilisations							Mise en œuvre
Absence du manuel de procédure des associations du PAMAC au niveau de certaines associations	Mettre à la disposition des associations le manuel de procédures des associations du PAMAC et assurer la formation auxdits manuels des comptables des associations	Finances	Rapports non conformes; Dépenses non conformes	Faible	Les manuels des procédures sont en révision et dès la fin le manuel sera multiplié et distribué au plus tard en fin juillet 2012							En cours

Partenaire d'exécution (PE)

Bureau de pays du PNUD

Auditeurs du gouvernement/ Cabinet d'audit

Signature du représentant du PE.....

Signature du représentant du PNUD.....

Signature du représentant Cabinet d'audit .....

Nom et titre (caractère d'imprimerie)

Nom et titre (caractère d'imprimerie)

Nom et titre (caractère d'imprimerie)

.....

.....

.....

Date : .....

Date : .....

Date : .....

**Tableau 1- Modèle à l'intention des auditeurs ONG/NIM pour communication des résultats de l'audit des CRD du PNUD**

Rapport Combiné des Dépenses du PNUD au 31/12/2012							
n° d'attribution	N°de projet	Montant audité et certifié (USD)	Opinion d'audit ( sans réserves, avec réserves, défavorables, refus d'exprimer une opinion)	montant total des réserves exprimées sur l'opinion d'audit ( si l'opinion est avec réserves, défavorables ou refus d'exprimer une opinion)	montant total de l'impact financier (IFNI) des réserves exprimées sur l'opinion d'audit ( avec réserves, défavorables ou refus d'exprimer une opinion)	Raison (s) des réserves formulées sur l'audit et ventilation du montant ( NFI) (USD)	observations (s) qui ont entraîné des réserves sur l'opinion d'audit (indiquer le ou le numéro de l'observation ou des observations et la page du rapport d'audit/de la lettre des administrateurs
00048779	00059049	1,650,844.71	sans réserve	0	0	néant	néant

<b>Tableau 2- Modèle à l'intention des auditeurs ONG/NIM pour communication des résultats de l'audit de l'état de position de trésorerie</b>				
Etat de position de trésorerie				
<b>n°attribution</b>	<b>n°projet</b>	valeur de l'état de position de trésorerie au 31/décembre 2012 ( USD)	<b>Opinion d'audit- Etat de position de trésorerie</b>	Montant total des réserves- Etat de position de trésorerie (USD)
00048779	00059049	59 ,990.54	sans réserve	0

**Tableau 2- Modèle à l'intention des auditeurs ONG/NIM pour communication des résultats de l'audit de l'état des actifs et de l'équipement**

<b>Etat des actifs et du materiel</b>				
<b>n°attribution</b>	<b>n°projet</b>	<b>valeur des actifs et du matériel au 31/décembre 2012 ( cumulatif à partir du début du projet) ( USD)</b>	<b>Opinion d'audit- Etat des actifs et de l'équipement)</b>	<b>Montant total des réserves sur l'état des actifs et de l'équipement (USD)</b>
00048779	00059049	<b>5,620</b>	sans réserve	0

Tableau 4-Modèle à l'intention des ONG/NIM pour communication des observations d'audit et recommandations							
n° attribution	n° de projet	n° de l'observation	observation d'audit	Recommandation	Secteur de vérification	Gravité du risque	projet/BP Remarques aux administrateurs
00062276	00079700	2.1.1	Les retenues CNSS et IUTS ne sont pas reversées dans les délais	Retard dans les décaissements	Ressources humaines	Faible	Les paiements en retards des IUTS sont liés étroitement à la réception tardive des contributions financières des partenaires financiers sur les comptes bancaires du PAMAC. Aussi pour remédier à cette situation de force majeure, nous avons adressé une correspondance au directeur des impôts pour demander sa compréhension et son indulgence

Adama KY  
Gérant cabinet FIDUCIAL EXPERTISE AK

Ouagadougou, le 24 avril 2013

### **III ANNEXES**